

Le Congo ne rencontrera pas ceux qui l'aident

RDC Le pouvoir en place estime qu'il n'existe pas de réelle urgence humanitaire

- Les autorités ont confirmé qu'elles ne participeront pas à la conférence des donateurs qui se tient ce vendredi à Genève.
- Il n'y a pas, selon elles, de comparaisons avec la situation en Syrie ou en Irak.

BUKAVU

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Circulez, il n'y a rien à voir... Assurant qu'il n'y a pas de réelle urgence humanitaire en République démocratique du Congo et que la situation ne peut se comparer à la Syrie ou l'Irak, les autorités congolaises ont refusé de participer à une conférence des donateurs qui se tiendra ce vendredi à Genève.

Dans l'espoir de réunir des contributions à

hauteur de 1,7 million de dollars, les Nations unies ont lancé un appel pressant, attirant ainsi l'attention sur cette crise silencieuse où, à l'écart des caméras, des massacres, des actes de banditisme, des affrontements interethniques ont déjà provoqué 4,5 millions de déplacés.

Confirmant leur refus de participer à cette conférence et minimisant l'ampleur de la crise qui, selon elles, serait montée en épingle, les autorités soupçonnent des intentions cachées et estiment que, globalement, la situation s'améliore et qu'il sera possible, en décembre prochain, de tenir les élections qui auraient déjà du avoir lieu fin 2016.

Diminution des primes de risque

Tout en maintenant l'agenda de la conférence, les Nations unies ont déjà jeté du lest : non seulement elles se disent prêtes à soutenir l'organisation des élections et à transporter la fameuse « machine à voter » d'origine

coréenne – déjà qualifiée de machine à voler ou à tricher, par l'opinion locale –, mais elles ont accepté de faire baisser de L3 à L2 le niveau d'évaluation de la crise, Kinshasa estimant qu'il n'était pas correct d'attribuer la cote de gravité maximale à la situation congolaise.

Il faut noter que ce changement d'évaluation n'a pas que des incidences politiques : il entraînera aussi une diminution des « primes de risque » que touche le personnel de l'ONU engagé en RDC dans la plus grande et la plus coûteuse des missions onusiennes.

Sur le terrain, cette politique de la chaise vide est vivement critiquée par les acteurs locaux. Le cardinal Monsengwo a déjà déclaré qu'« on ne peut pas refuser une aide quand on a les mains vides » tandis qu'à Bukavu, le docteur Mukwege (voir ci-contre) se demande « si ceux qui refusent cette assistance aident réellement leur peuple... ». ■

COLETTE BRAECKMAN

Denis Mukwege « Le sort des Congolais n'intéresse pas le gouvernement... »

ENTRETIEN

PANZI (EST DU CONGO)

DE NOTRE ENVOYÉE SPÉCIALE

Témoin de premier plan de la souffrance des femmes de son pays, le docteur Mukwege ne dénonce pas seulement les violences sexuelles, qu'il considère toujours comme une « arme de guerre » utilisée par les groupes armés, il assiste aussi, en particulier au Kivu, à la prostitution qui règne dans les « carrés miniers ». Des filles mineures, trop pauvres pour poursuivre leur scolarité, sont obligées de se prostituer dans d'effarantes conditions de promiscuité et de manque d'hygiène...

« Il s'agit véritablement d'esclaves sexuelles », dénonce le docteur qui, avec le soutien de Médecins du monde, a mis sur pied l'Apéf (Action pour la promotion de l'enfant et de la femme), une organisation qui s'efforce d'aider les jeunes filles prostituées en leur permettant de reprendre leur scolarité et de trouver un autre métier.

Se rendant régulièrement sur le ter-

rain, le docteur questionne : « Comment peut-on fermer les yeux sur une telle misère humaine ? Des filles de douze ans obligées de se livrer toute la journée à des actes sexuels, pour des sommes dérisoires, le prix d'une banane... Ce sont des enfants que l'on expose à la mort... Ces gamines doivent même payer le propriétaire de la cabane dans laquelle elles "travaillent"... Lorsque je dénonce de telles situations, on ose même me dire que j'exagère... »

Que pensez-vous du fait que le gouvernement congolais refuse d'assister à la conférence des donateurs organisée à Genève par les Nations unies ?

Le dernier conseil des ministres a confirmé ce refus et, pour moi, il s'agit de non-assistance à une population en danger... Au Congo, l'urgence humanitaire a ceci de particulier

qu'elle a duré très longtemps, dans de larges zones... Très souvent, lorsque les villages sont attaqués, les populations se déplacent et elles sont alors accueillies dans d'autres localités par des connaissances, de la famille. Ces familles d'accueil n'ayant presque rien à partager, la situation de ces déplacés se dégrade, mais aussi celle de leurs hôtes.

Quant aux hôpitaux, on constate que les malades qui n'ont plus les moyens de payer les soins ou les médicaments, ni même l'argent du transport, préfèrent aller chez des guérisseurs...

Faute d'assistance extérieure, des populations entières risquent de se retrouver privées de soins médicaux ; l'appel de l'ONU n'est en rien excessif. 1,7 million de dollars, ce n'est pas une somme exorbitante. Si les cinq millions de déplacés internes étaient regroupés dans un camp de réfugiés, ce serait spectaculaire.

Les soins médicaux ne sont pas assurés par l'Etat congolais, beaucoup d'hôpitaux ne fonctionnent qu'avec l'aide extérieure. Ici nous prenons en charge les personnes souffrant du VIH sida mais pour que les médicaments soient efficaces, les patients doivent recevoir une alimentation conséquente. Or nous venons d'apprendre que, faute de moyens, le Programme alimentaire allait devoir suspendre ses distribu-

tions de nourriture...

Quant à l'attitude du gouvernement congolais, il n'y a aucune explication. Si le gouvernement avait réellement assez d'argent pour venir lui-même en aide aux déplacés, les soigner, les loger, pourquoi ne pourrait-il pas payer le salaire des agents de santé ? A la limite, il s'agit d'un acte criminel : vu l'absence de sécurité, l'état nutritionnel des enfants du Kasai est tel que si on leur refuse l'assistance, on les condamne... Le Congo n'est pas plus riche que la Turquie ou la Grèce, des pays qui ont demandé de l'aide pour pouvoir assister les réfugiés syriens... Il s'agit d'une preuve supplémentaire du fait que le sort du peuple congolais n'intéresse pas réellement le gouvernement... C'est d'autant plus choquant que cela se passe durant l'année censée être celle des élections... C'est l'année où chaque politique est censé faire un effort pour montrer, cherchant ainsi des voix, qu'il assiste bien la population...

Et vous-même, croyez-vous réellement que les élections auront lieu en décembre comme prévu ?

C'est ce qu'on nous dit, mais moi je n'y crois pas... Comme d'autres personnes de la société civile, je suis d'avis que si des élections ont lieu cette année, elles ne seront pas crédibles, pas transparentes... Nous irons vers des troubles post-électoraux inévitables... ■

**Propos recueillis par
COLETTE BRAECKMAN**